

ONU : l'Arabie saoudite préside la commission sur le statut des femmes...

écrit par Juvénal de Lyon | 19 mars 2025

No joke: Meet the new Chair of the U.N. Women's Rights Commission.



No joke: Meet the new Chair of the U.N. Women's Rights Commission.



J'en tombe sur mon postérieur ou de l' armoire qu'on

appelle « homme debout » (étroite et haute dans laquelle se réfugiait l'amant surpris !) ! J'ai cru à un bobard, mais le site qui me transmet l'info n'est pas fantaisiste ! Ahurissant, non ?

Juvénal

ONU avec un 0 comme Oxymore

Par Liliane Messika le 18 mars 2025

Le 21 mars 2025, l'Arabie saoudite élue, sera à la présidence de la commission sur le statut des femmes des Nations unies.

Hillel Neuer, qui dirige l'ONG UN Watch, a bien synthétisé la chose : « **Nommer l'Arabie saoudite à la tête de la principale organisation mondiale de défense des droits des femmes, c'est comme confier la direction d'une banque de sang à Dracula !** »

Comme son nom l'indique clairement, UN Watch (Surveillance des Nations-Unies) a pour mission de surveiller les dérives de l'ONU, elle-même une OG+, une organisation DES gouvernements, dont la morale faseye au moindre frémissement du vent d'Est.

Une précision s'impose, toutefois : aussi amorale et délirante qu'apparaisse cette élection, elle souscrit rigoureusement à la légalité et à la démocratie.

Du fait de l'orientation politique de ses États-membres, l'ONU est majoritairement dictatoriale.

En effet, à l'Assemblée générale, un État égale un suffrage, que cet État ait 1,4 milliard de citoyens, comme la Chine, ou quelques milliers, comme Nauru (9852 habitants en 2023).

Le corollaire, c'est que seulement 167 des 193 États membres de l'ONU sont assez peuplés pour justifier d'être classés dans l'indice de démocratie mondial. Il s'appuie sur les notes obtenues par les pays dans cinq catégories : 1) le processus électoral et le pluralisme, 2) les libertés civiles, 3) le fonctionnement du gouvernement, 4) la participation politique des habitants et 5) leur culture politique.

Par ordre descendant, le classement 2024 a identifié 24 démocraties parfaites (regroupant 14,4% des pays, mais seulement 7,8% de la population mondiale), 50 démocraties imparfaites (29,9% des États étudiés, dont la France, et 36,6% de la population), 34 régimes hybrides (un cheval de dictature pour une alouette de démocratie) qui représentent 20,4% des pays avec 15,2% des Terriens et 59 régimes autoritaires, soit 35,3% des nations, regroupant 39,4% des humains planétaires.

Les décisions de l'Assemblée générale sont prises par 74 démocraties et 93 dictatures.

De plus, comme dans tous les gouvernements ne disposant pas de majorité absolue (suivez mon regard !), les décisions se votent au coup par coup, selon les alliances de circonstance.

La Commission pour le statut des femmes a une présidence tournante, dont les candidats sont issus à tour de rôle de l'un des cinq groupes régionaux de l'ONU. Dans le groupe Asie, le choix est difficile, la seule démocratie du Moyen-Orient y étant invisible à l'œil nu sur la carte.

✘

<https://fr.statista.com/infographie/25769/carte-indice-de-democratie-dans-le-monde>

Voici pourquoi votre Commission est muette

Si l'ONU condamne chaque année Israël dans toutes ses instances, quels que soient les sujets à l'ordre du jour, elle oublie toujours les pires dictateurs de la planète, qui négocient leur impunité avec leurs alter-ego. La Commission sur le statut des femmes n'est pas en

reste : elle n'a jamais adopté une seule résolution contre moult pays qui en eussent mérité une par jour.

Le Yémen, par exemple, qui est 153ème sur les 153 pays classés en termes d'égalité des sexes et où plus des deux tiers des filles mariées sont mineures. En 2020, l'UNICEF, une autre filiale de l'ONU, y avait déjà comptabilisé quatre millions de filles mariées avant 18 ans et 1,4 million avant 15 ans, sur une population totale de 39 millions de personnes. Ce que nonobstant, elle figure à la Commission et son traitement des femmes n'y a jamais été stigmatisé.

La République démocratique du Congo, alias Capitale mondiale du viol, n'a pas non plus été accusée de quoique ce soit par la Commission des femmes. Pourtant, la main droite de l'ONU, le HCR (Haut-Commissariat-aux-réfugiés-sauf-les-Palestiniens) a calculé qu'il s'y produit environ 360 viols par jour, un toutes les quatre minutes. Mais la main gauche ne lit pas ce qu'écrit la Commission du statut des femmes de la main droite...

La République islamique du Pakistan est gouvernée selon la charia, la loi islamique. Les femmes y font face à « toutes sortes de violences : physique, sexuelle, culturelle (les femmes servent de monnaie d'échange dans des différends), aux mariages d'enfants, au viol, aux crimes d'honneur, au harcèlement au travail (21% des femmes travaillent et moins de 20% des filles dans les zones rurales sont inscrites à l'école), dans les rues... » **La Commission du statut des femmes de l'ONU n'a jamais trouvé de résolution à y redire.**

La situation des femmes en Iran revient dans les Unes des journaux avec une régularité qui n'a d'égale que celle des informations sur l'avancement de la fabrication de sa bombe atomique. La République islamique d'Iran a présidé, en 2024, la commission du

désarmement de l'ONU. Et il a fallu, en 2022, une campagne de protestations initiée par UN Watch pour qu'elle soit exclue de la Commission du statut des femmes où elle avait été élue l'année précédente pour quatre ans.

<https://mondafrique.com/a-la-une/liran-preside-la-conference-du-desarmement-de-lonu/>

Le pire n'est pas que les dictatures islamistes, dont les citoyennes sont statutairement inférieures aux citoyens, aient élu, par applaudissements, l'Arabie saoudite à la tête de la commission onusienne chargée de la promotion des droits des femmes. **Le comble, c'est que les démocraties européennes n'aient pas eu le réflexe d'utiliser leurs mains pour taper sur la table au lieu d'applaudir.**

« Nous appelons les États membres de l'UE et toutes les autres démocraties qui ont applaudi à l'adoption hier d'une déclaration politique vide de sens à mettre fin à leur silence et à déclarer officiellement que cette déclaration est absurde, moralement répréhensible et qu'elle constitue une insulte aux femmes opprimées d'Arabie saoudite. C'est un jour sombre pour les droits des femmes et pour tous les droits de l'homme », a déclaré Hillel Neuer.

On est d'accord : vivre au pays de la laïcité n'empêche pas d'avoir des vœux pieux !

Reproduction autorisée avec la mention suivante : © Liliane Messika pour Dreuz.info.

**Pcc : Juvénal de Lyon
Boualem Sansal = L.B.S.**

Liberté pour